

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 85.618 du 24 février 2000

A.84.171/XIII-1153

En cause : **de MACAR** Jean,
 ayant élu domicile chez
 Mes Lambert MATRAY
 et Gwendoline PARTSCH, avocats,
 boulevard Frère Orban 34/24
 4000 Liège,

 contre :

 1. **le Bourgmestre de**
 la Commune d'Engis,
 2. **la Commune d'Engis,**
 3. **la Région wallonne,**
 représentée par son Gouvernement.

LE PRESIDENT F.F. DE LA XIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 18 mai 1999 par Jean de MACAR qui demande l'annulation de "la décision implicite de rejet, résultant d'un défaut de statuer dans le mois, suite à la lettre recommandée qu'il a adressée le 22 février 1999 au bourgmestre de la commune d'Engis, en application de l'article 42, 6, 3^e al.1, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, et par laquelle il demande le retrait de la décision du 24 décembre 1998 lui enjoignant d'introduire endéans les deux mois à compter de la

réception de la présente, un plan de réhabilitation en cause de la parcelle cadastrée à Engis, section B, n° 16c, auprès de l'Office wallon des déchets";

Vu le mémoire en réponse de la première partie adverse et le mémoire en réplique;

Vu le rapport de M. QUINTIN, premier auditeur chef de section au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 59 du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 19 janvier 2000 ordonnant le dépôt du rapport et convoquant les parties à comparaître le 17 février 2000 à 9.30 heures;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M. LEROY, conseiller d'Etat;

Entendu, en ses observations, Me D. DUJARDIN, loco Me L. MATRAY, avocat, comparaissant pour le requérant;

Entendu, en son avis conforme, M. QUINTIN, premier auditeur chef de section;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que, dans son mémoire en réplique, le requérant déclare se désister de son recours; que rien ne s'oppose à ce que le désistement soit accueilli,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 7.000 francs, sont mis à charge du requérant.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XIII^e chambre, le vingt-quatre février deux mille par :

MM. LEROY,	conseiller d'Etat, président f.f.,
SCOHY,	greffier assumé.

Le Greffier ass.,

Le Président f.f.,

G. SCOHY.

M. LEROY.